

# RÉVOLUTIONS CIVILES : LE BASCULEMENT DU POLITIQUE

---

## CES 18 JOURS QUI ONT CHANGÉ L'ÉGYPTE

Révolution civile et politique

Sarah Ben Néfissa\*

L'article s'interroge sur les significations de la révolution sans leadership que l'Égypte vient de vivre. Il pose l'importance d'analyser les 18 jours du soulèvement dans le cadre de la reformulation générale de rapports entre l'État et la société en Égypte depuis 2005, avec notamment un processus de démonopolisation médiatique et une multiplication des protestations sociales. Il analyse le jeu des différents acteurs du soulèvement qui ont conduit Hosni Moubarak à démissionner. Il s'interroge sur les acteurs politiques dominants du processus politique futur : l'armée et les Frères musulmans et, enfin, il pose l'hypothèse de la nature civile de la révolution égyptienne.

**Mots clés :** Révolution, société civile, politique, jeunesse, médias, Égypte.

L'Égypte a changé en 18 jours. Elle a vécu une expérience politique inédite dans son histoire, une pratique de la souveraineté populaire qui a fait chuter le président Hosni Moubarak. À ce titre, il s'agit bien d'une révolution, comme l'affirment avec raison ses acteurs. Mais si la tête du régime est tombée, ce n'est pas encore le cas pour le régime lui-même. Le processus politique en cours est confronté à la problématique d'une révolution sans prise du pouvoir par les révolutionnaires et caractérisé par une absence de leadership politique, idéologique et même humain. Comment traduire politiquement, électoralement et institutionnellement une telle absence ? Comment « représenter » des acteurs non définis et délimités ? Mais en même temps, cette particularité est très éclairante sur la « nature » de cette révolution.

Ce texte pose l'hypothèse qu'il s'agit d'abord et avant tout d'une révolution civile avant d'être une révolution politique au sens étroit du terme.

Cet article commencera par analyser les acteurs principaux de ces 18 jours qui ont changé l'Égypte et les principales étapes du conflit entre les révolutionnaires et le régime de Moubarak. La seconde partie dépassera l'analyse factuelle du soulèvement pour tenter de comprendre les significations profondes de la révolution égyptienne. Elle mettra l'accent sur les deux principaux acteurs du processus politique en cours, l'armée et les Frères musulmans, dans le cadre de la naissance d'une sorte de démocratie de la surveillance (Rosanvallon, 2006) provoquée par la Révolution égyptienne. Tel sera l'argument principal qui

---

\* UMR 201, sarah.ben-nefissa@orange.fr

fondera l'hypothèse de la nature civile de la révolution égyptienne.

## CES 18 JOURS QUI ONT CHANGÉ L'ÉGYPTE

Ces dernières années, un paradoxe flagrant caractérisait la vie politique et sociale en Égypte. Jamais, dans l'histoire récente du pays, les Égyptiens n'ont été aussi libres de parler et d'agir et, dans le même temps, exclus à ce point des institutions politiques (Ben Néfissa, 2010). Cette mutation avait deux indicateurs principaux : l'élargissement sans précédent de la liberté d'expression, avec notamment la remise en cause d'un ensemble de tabous sociaux et politiques (Ben Néfissa, 2008) ; la multiplication des protestations sociales et catégorielles de la part de toutes les couches sociales, y compris celles considérées comme passives et dominées. De même, le mouvement social se caractérisait par son absence de lien avec les forces politiques de l'opposition, y compris, et peut-être surtout, les Frères musulmans (Tamam, Haenni, 2009).

Ces mutations ne peuvent pas être considérées comme des « prémisses » qui *devaient* conduire à la chute de Moubarak, mais elles l'ont, d'une certaine manière, « facilitée ». De même, comme toute révolution, cette dernière a révélé des surprises. La première d'entre elles est peut-être l'entrée de la « jeunesse » comme acteur politique important, ainsi que celle des couches sociales perçues comme « favorisées ».

### Mouvements sociaux et révolution de la jeunesse « favorisée »

Les mouvements sociaux catégoriels n'ont pas été à l'initiative du soulèvement. L'appel à descendre dans la rue le 25 janvier a été fait à l'initiative des jeunes internautes égyptiens<sup>1</sup>. L'entrée en politique de la jeunesse égyptienne via Internet n'est pas un phénomène nouveau. C'est en 2008 qu'elle s'est manifestée par

l'appel sur Facebook lancé par « les jeunes du 6 avril » pour soutenir les ouvriers de Mahalla El Kobra en grève. Leur appel n'a pas eu les effets escomptés.

Le passage du « virtuel au réel » de la mobilisation électronique le 25 janvier 2011 peut être attribué au « précédent tunisien ». Il s'agit là d'un des impacts principaux de ce que Michel Camau dénomme « l'espace public arabe » constitué d'affinités, d'échanges et d'interactions (Camau, 2006). Le phénomène se révèle par l'expression bien égyptienne qui a envahi la parole publique suite à la fuite de Ben Ali : « La Tunisie l'a fait ! ». Cette expression suggère : pourquoi pas nous, c'est du domaine du possible.

Mais outre le précédent « tunisien », la jeunesse égyptienne avait été marquée en 2010 par deux événements majeurs. L'assassinat d'un jeune internaute, Khaled Saïd, à Alexandrie par deux indicateurs de police en juin 2010, qui a provoqué une mobilisation exceptionnelle sur les pages de Facebook. Et l'attentat contre l'Église d'Alexandrie du 31 décembre 2010, qui a également provoqué une indignation générale. Les circonstances de l'attentat ont mis l'accent sur l'indigence des services de sécurité dans la protection des citoyens. L'important débat public suscité par l'attentat a relancé le questionnement sur la nature confessionnelle ou « laïque » de l'État. Il a également mis en exergue les modalités nouvelles de la contestation de la part de la jeunesse copte avec notamment une sortie du confinement communautaire et la volonté de poser la « question copte » à l'intérieur de l'espace public national<sup>2</sup>.

La nouveauté et l'importance de la journée du 25 janvier ont frappé toute l'opinion publique et ont même surpris ses propres organisateurs : nombre très important de manifestants, large répartition géographique des manifestations dans plusieurs quartiers du Caire et, également, dans l'ensemble des gouvernorats et, enfin, diversité des catégories sociales participantes, notamment les catégories sociales considérées comme « favorisées » par le système. Les mêmes propos peuvent être

1. Notamment les groupes suivants : « Les jeunes du 6 avril », « Nous sommes tous Khaled Sayyid », « La campagne populaire autonome pour le soutien à la candidature de Baradei », etc.

2. Voir dans ce numéro l'article de Laure Guirguis.

reproduits pour les initiateurs de la journée. La jeunesse Facebook dispose d'un ordinateur à la maison, parle les langues étrangères et a le temps de *chatter* sur le net. Elle appartient à cette nouvelle couche moyenne qui s'est développée autour du secteur privé interne et international et sur laquelle les travaux scientifiques sont relativement rares (Abdelrahman, 2007). Ce qui corrobore le fait qu'il s'agit principalement d'une révolution des « classes moyennes » sont les caractéristiques des corps professionnels qui se sont joints rapidement aux manifestations : des ingénieurs, des universitaires, des juges, des médecins, des dentistes, des journalistes, des avocats, des artistes peintres, des comédiens célèbres, etc.

Ce constat ne signifie pas que la révolution égyptienne est une révolution uniquement « petite-bourgeoise ». Si les jeunes internautes ont été les initiateurs et les organisateurs principaux de cette révolution, ils n'étaient évidemment pas ses acteurs uniques, loin s'en faut. La simple lecture géographique des quartiers d'habitation auxquels appartiennent les « martyrs » de la révolution égyptienne montre qu'une bonne partie d'entre eux provient de quartiers pauvres du Grand Caire, sans compter les victimes appartenant aux autres villes, voire même aux villages des autres régions de l'Égypte.

Dans la réalité, l'entrée des mouvements sociaux et catégoriels dans le soulèvement politique s'est faite tardivement, au moment où le nouveau gouvernement nommé par Hosni Moubarak pensait pouvoir rétablir le calme et circonscrire la révolte de la jeunesse à la Place Tahrir.

Afin d'isoler cette dernière, le gouvernement a décidé de montrer les signes du retour à la vie normale : report des heures du couvre-feu, retour timide de la police de la circulation et retour au travail. Mais ce retour au travail a en même temps provoqué la réapparition des mouvements sociaux catégoriels. C'est ainsi que les bastions ouvriers de Mahalla, de Kafr el

Dawar, de Kafr el Zayat et, également, les cheminots se sont préparés à entrer dans le conflit pour soutenir le mouvement, sans compter les multiples autres mouvements qui voulaient profiter de la conjoncture. Cette entrée du « social » dans le soulèvement a été fondamentale. Elle a provoqué l'inquiétude de la direction de l'armée qui a compris que l'espace contestataire allait s'élargir et que la situation pouvait devenir incontrôlable.

## Une révolution sans leadership

Si la révolution égyptienne avait dès le départ un objectif politique clair, « faire tomber le régime », par contre elle se distingue par son absence de leadership politique et idéologique. Plus encore, elle se caractérise par son absence de leadership « humain ». Ses groupes et ses leaders se font et se défont, et aucun d'entre eux ne peut prétendre à la domination ou même à la représentation<sup>3</sup>.

La classe politique *classique* de l'opposition a joué un rôle dans cette révolution mais il est possible de le caractériser comme un rôle politique à la *lisière* de la révolution et peut-être même à la traîne d'une révolution dont elle a tant rêvée, mais qui pourtant lui a échappée et l'a, pour ainsi dire, dépassée. Ceux qui ont dès le départ appelé et soutenu la révolution égyptienne sont connus. Ils appartiennent à cette couche hétéroclite de personnalités et de collectifs politiques divers, formés en réaction aux compromissions habituelles avec le régime de la part des formations politiques classiques, à savoir le Wafd<sup>4</sup>, le RPUD<sup>5</sup> et également les Frères musulmans. Parmi eux, les comités de soutien à Mohamed El Baradei<sup>6</sup>, Kifaya, le Parti du Front démocratique, le parti El Ghad, le parti nassérien Al Karama, des responsables d'ONG et de collectifs divers, les structures syndicales indépendantes, notamment celle des fonctionnaires des impôts sous l'égide de Kamal Abou Itaa, des personnalités intellectuelles et politiques, des journalistes et

3. Le 7 février 2011, le journal *Al Chourouk* informe que la coalition des jeunes de la révolution de la colère est formée des groupes suivants : « Jeunes pour la justice et la liberté », « Jeunes du 6 avril », « Campagne de soutien à M. Baradei », « Campagne pour le changement », « Campagne de porte à porte », « Jeunes des Frères musulmans » et « Jeunes du Front démocratique ».

4. Parti prônant une idéologie libérale et héritier du grand parti nationaliste et libéral de la période 1924-1952.

5. Rassemblement progressiste unioniste et démocratique, parti de la gauche.

6. Ex-patron de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

des acteurs médiatiques.

L'attitude des autres composantes de la classe politique égyptienne a été, par contre, plus prudente même si elle s'est très rapidement radicalisée, aussi bien le Wafd que le RPUD, mais également les Frères musulmans. Ces derniers ne sont entrés « officiellement » dans le soulèvement que trois jours après la journée du 25 janvier. Mais il est vrai également que l'attitude de la classe politique classique s'était déjà radicalisée à l'issue des élections législatives truquées de 2010. Elle s'est retrouvée sans aucun siège dans la nouvelle Assemblée du peuple. Même « l'opposant politique par défaut » à savoir « l'indépendant sur les principes du PND » a été rejeté de la nouvelle Assemblée<sup>7</sup>. Le régime égyptien a payé cher cette erreur politique commise par la « jeune garde » du PND<sup>8</sup>. Cette dernière a été la première à sombrer comme l'atteste le feu qui a emporté le siège du Parti de l'État le 28 janvier à la Place Tahrir et les destitutions successives d'Ahmed Ezz<sup>9</sup> et de Gamal Moubarak. Mais c'est l'ensemble du régime de Hosni Moubarak qui a été touché par cette erreur politique. Face au soulèvement, le régime s'est trouvé sans médiation d'aucune sorte avec les insurgés.

Les Frères musulmans ont participé « individuellement » aux manifestations du 25 janvier. Ce n'est qu'à partir du 28 janvier qu'ils ont mis tout leur poids dans la bataille aussi bien au Caire qu'à Alexandrie et dans les villes du Delta. Il importe toutefois de distinguer entre la direction des Frères musulmans et leur jeunesse. Cette dernière a été autrement plus « radicale ». Lors de l'attaque de Midan El Tahrir les 2 et 3 février par la police et les hommes de main du régime, les jeunes Frères musulmans ont montré leur capacité d'organisation, de résistance et de solidarité avec les autres groupes « laïcs » de la jeunesse révolutionnaire. De même, alors que les jeunes Frères musulmans continuaient le combat de la rue, leur direction, ainsi que celles du RPUD et

du Wafd, ont rapidement accepté les offres de dialogue avec Omar Soulieman, l'éphémère vice-président de Moubarak, alors même que ce dernier n'avait accordé aucune concession d'importance.

Le poids politique de la jeunesse dans cette révolution a également provoqué un changement progressif d'attitude du régime envers elle. Face à la radicalité de son positionnement et à l'impuissance manifeste de la politique répressive, une entreprise de séduction de la jeunesse s'est manifestée à partir de la deuxième semaine du soulèvement de la part des élites politiques et médiatiques encore acquises au régime. Le signal le plus important de cette nouvelle politique envers la jeunesse a été la visite rendue par le ministre de la Défense aux occupants de la Place Tahrir, le vendredi du faux départ de Moubarak, le 4 février, alors même qu'une manifestation en faveur de ce dernier se déroulait dans un autre quartier du Caire. Le point d'orgue du « choix de la jeunesse » de la part des nouveaux dirigeants du pays a été évidemment le salut militaire de l'armée aux « martyrs de la Révolution » lors d'un des premiers communiqués du Conseil national des forces armées, après la démission de Moubarak, diffusé sur les chaînes publiques.

## Jeunesse, politique et révolution

L'attitude de la jeunesse révolutionnaire égyptienne a été troublante pendant ces 18 jours. La radicalité de la demande et de l'attitude (le « dégageant » de Moubarak et la poursuite du combat) a coexisté avec le « flou » idéologique. La pugnacité de la jeunesse s'est révélée par ses différentes « feuilles de route ». Le vendredi 28 janvier, dénommé le « jour de la colère », avait pour objectif de préparer la manifestation du vendredi 4 février, dénommée « la journée du dégageant ». Un véritable challenge était lancé à un vieux président, connu pour son entêtement. Le but n'ayant pas été atteint, une semaine de « résistance » a été décidée, avec

7. Depuis 1990, plus de 80 % des candidats qui se présentent aux élections législatives le font en tant qu'« indépendants sur les principes du PND ». La liste officielle des candidats de ce parti est loin de suffire à sa nombreuse clientèle. Du point de vue de l'électorat, le vote en leur faveur exprime une sanction contre les candidats officiels du PND, mais qui n'ôte pas l'avantage de disposer d'un député ayant ses entrées dans le système étatique et administratif. La quasi-totalité des candidats victorieux (ré)intègre en effet le PND. En 2010, le PND a présenté plus de candidats que de sièges à pourvoir.

8. La jeune garde du PND fait référence au clan de Gamal Moubarak.

9. Responsable de l'organisation des élections de 2010 et bras droit de Gamal Moubarak.

comme objectif la démission de Moubarak le vendredi 11 février, dénommé le vendredi du défi. Le défi a été tenu.

Quand la répression est intense sans être efficace, elle ne fait que renforcer et radicaliser un mouvement social.

La radicalité de la demande et de l'attitude s'est construite en réaction à l'attitude de la partie adverse : la répression sanglante à partir de la soirée même du 25 janvier et son inefficacité manifeste par rapport à une mobilisation décentralisée, fonctionnant par réseaux sociaux, sans « têtes », sans « structures » et par conséquent sans « prise ». À ce facteur, il convient d'ajouter les erreurs de *timing* des réponses de Moubarak. Les « concessions » successives des trois discours de Moubarak arrivaient avec un retard considérable par rapport à la progression du plafond des demandes et étaient interprétées comme des signes de sa faiblesse.

Mais la volonté de continuer le combat s'est également renforcée à la vue des dissensions de l'élite dirigeante. Ces dernières sont apparues dès le vendredi 28 janvier dans la soirée, surtout avec la disparition des forces de police, décidée par le ministère de l'Intérieur Habib El Adli en réaction à la demande de Moubarak d'imposer le couvre-feu et d'appeler les troupes de l'armée à sa rescousse. Mais d'autres dissensions sont apparues entre la « jeune garde » du PND et sa « vieille garde » ; entre le PND et le président ; entre ce dernier, l'armée et la police<sup>10</sup>.

Rapidement, la demande s'est radicalisée. L'unification et le consensus autour des slogans l'attestent. Le 25 janvier les slogans étaient à la fois sociaux et politiques : « Le pain, la liberté et la dignité humaine », « Le SMIC à 1 200 LE » et « Le peuple veut la chute du régime ». Ce dernier slogan a rapidement surpassé les autres et il s'est surtout *précisé* avec le fameux « Dégage, dégage ! ».

Si la demande s'est radicalisée dans son expression, il serait faux de croire que sa *politisation* s'est construite dans le temps. Dès le départ, à savoir le 25 janvier, la demande était poli-

tique avec notamment « Le pain, la liberté et la dignité humaine ». Il s'agit d'un slogan éminemment politique mais que l'observateur a du mal à qualifier comme tel car il est surprenant à plus d'un titre<sup>11</sup>. Le discours protestataire de « ces 18 jours qui ont changé l'Égypte » a étonné l'ensemble de ce qu'on dénomme l'opinion internationale. Elle n'y a pas retrouvé les slogans classiques des manifestations et des soulèvements dans les pays arabes, généralement marqués par une sorte de nationalisme « archaïque », d'islamisme flou et surtout d'agressivité à l'encontre des États-Unis et de l'Occident en général.

Un tel constat est vrai et il est d'une importance capitale. Si les Frères musulmans égyptiens ont été l'un des acteurs de cette révolution, ils n'ont été ni l'unique ni le principal acteur. Mais plus important encore, le langage religieux islamique n'a pas *informé* le langage protestataire. Les mêmes propos peuvent être émis à propos de l'idéologie « archéo-nationaliste » dans laquelle les régimes politiques de la région ont voulu enfermer les sociétés.

En réalité, les nouvelles modalités du langage protestataire attestent de la perte d'efficacité des idiomes islamistes et nationalistes. Ses prémisses étaient manifestes en Égypte depuis quelques années déjà, avec notamment l'apparition de Kifaya sur la scène publique du pays. Cette dernière était centrée sur la revendication démocratique.

Le langage protestataire de la révolution égyptienne peut être qualifié d'idéologiquement *hybride*. Il mélange des éléments de la rhétorique internationale sur les droits de l'homme et la démocratie avec d'autres éléments qui appartiennent au langage politique typique de l'Égypte : la justice sociale, l'attachement à un État garant des équilibres sociaux, mais également la confiance dans l'armée.

Une des grandes questions qui ont animé le débat public égyptien pendant ces journées révolutionnaires était la suivante : d'où vient ce courage, cette radicalisation de la jeunesse petite bourgeoise, inconnue des cercles politiques habituels et que l'on pensait superfi-

10. La jeune garde du PND fait référence aux personnalités proches de Gamal Moubarak et qui ont pris le pouvoir au sein du PND pour préparer la succession de ce dernier à son père. La vieille garde et également la direction de l'armée étaient opposées à ce projet, voir la deuxième partie de l'article.

11. Voir l'article de M. Ayari dans ce numéro.

cielle et égoïste ? Dans la réalité, les voies de la politisation dépassent, à l'heure de la mondialisation, les canaux classiques de la vie partisane et syndicale. L'un d'entre eux est justement le canal médiatique.

## Bataille des rues et bataille médiatique

Beaucoup de propos ont été émis, à l'issue de la Révolution tunisienne et égyptienne, sur la *e.révolution* de la jeunesse arabe. Pour l'Égypte, ces propos demandent à être nuancés. Bien avant l'apparition de la mobilisation « des Jeunes du 6 avril » en 2008, le processus de démonopolisation du champ médiatique a commencé, d'abord et avant tout, par le développement des journaux indépendants privés et des émissions de Talk-show sur les chaînes satellitaires et les chaînes nationales. En 2010, la célèbre chaîne de télévision *Al Jazeera* commençait à se plaindre pour ses parts de marché en Égypte, à cause justement de ces émissions des chaînes satellitaires égyptiennes.

Le financement par le secteur privé d'une presse autonome ou d'une télévision privée répond à plusieurs logiques qui demanderaient de longs développements. Mais l'impact est incontestable. Les médias privés ont contribué au décloisonnement des différents espaces sociaux d'une société hiérarchisée et atomisée dans laquelle les différents milieux sociaux ne se fréquentent pas. La découverte de la souffrance sociale et humaine de l'immense majorité de la population n'est pas sans impact, notamment sur la jeunesse.

Il n'est pas exagéré de dire que la « bataille des rues » a été doublée d'une bataille médiatique de très grande ampleur. Il n'est pas non plus exagéré de dire que Moubarak est tombé parce qu'il a également perdu la bataille médiatique. Son discours du 1<sup>er</sup> février où il a annoncé qu'il ne se présenterait pas aux élections présidentielles prévues pour le dernier trimestre de 2011 a retourné à son avantage une partie de l'opinion publique interne. Mais le lendemain, l'attaque des manifestants de la Place Tahrir par les mercenaires du régime sur des chevaux et des chameaux a produit sur l'opinion internationale et nationale l'effet inverse. Et c'est surtout l'interview bouleversante, le 7 février 2011, sur la chaîne privée *Dream 2*,

de Wael Ghonim qui a parachevé la conquête de la bataille médiatique par les insurgés. Ce jeune cadre de Google au Moyen Orient, artisan de la mobilisation sur Facebook, avait été arrêté par la police dès le début du soulèvement. Relâché après douze jours au secret, il a fondu en larmes sur le plateau en découvrant le nombre des victimes. Le lendemain même, le nombre des manifestants avait quasiment doublé, alors qu'une partie d'entre eux était quelques jours auparavant dans les manifestations pro-Moubarak.

## RÉVOLUTION CIVILE ET POLITIQUE

La transition démocratique en Égypte repose sur une équation difficile. Un peuple fait la révolution, remet le pouvoir à l'armée qui, elle, se chargera d'entamer un processus de « transition politique » pour redonner le pouvoir au peuple et à ses représentants. Un tel processus sera notamment conditionné par l'attitude de deux acteurs politiques dominants, l'armée et les Frères musulmans. Toutefois, ces deux acteurs devront compter avec l'apparition dans le jeu politique d'un acteur de taille, le corps électoral égyptien.

### L'armée, les Frères musulmans et le corps électoral égyptien

Pour le politologue Tewfick Aclimandos (2011), l'armée aimerait un régime qui soit réellement démocratique, mais avec un président qui soit un militaire en civil et des partis qui ne remettent pas en question les accords de paix avec Israël et l'alliance avec les États-Unis, perçus comme nécessaires pour la sécurité nationale égyptienne et pour l'effort de développement. Un tel scénario semble plausible. Le soulèvement égyptien a montré le degré de confiance et de prestige dont jouit l'armée égyptienne. Outre sa conduite de la guerre de 1973, elle est *perçue*, écrit Tewfick Aclimandos, comme l'institution la moins corrompue et la plus attachée à l'intérêt national. C'est au début de l'année 2010 que le désaccord de l'armée avec le projet de succession héréditaire de Gamal Moubarak est apparu clairement. Hosni Moubarak avait ainsi rompu avec ce

pacte implicite issu de la prise du pouvoir en 1952 par les Officiers libres. De même, le démantèlement du secteur public par la « privatisation sauvage » opérée par le « gouvernement des hommes d'affaires » du clan de Gamal Moubarak avait heurté l'ethos nassérien de l'armée, partagé par ailleurs par une large partie de l'opinion publique du pays (Ben Néfissa, 2005). L'ethos nassérien pose notamment la nécessité d'un minimum de politique sociale en matière de prix de la consommation, d'emplois et d'assistance sociale. Si le rôle politique de l'armée a considérablement diminué à partir de l'arrivée de Sadate au pouvoir, cette dernière tient toutefois à son droit de veto sur l'occupant de l'institution présidentielle. Hosni Moubarak en était conscient. Il a veillé à son confinement dans la chose militaire et il a renforcé le ministère de l'Intérieur. Ses efforts ont été vains comme l'ont montré le déroulement et l'issue du soulèvement. Mais l'armée n'est pas l'unique acteur du processus politique futur. Alors que certains observateurs égyptiens parlent d'une sorte d'alliance entre les Frères musulmans et l'armée, pour Tewfik Aclimandos, l'armée a toujours veillé à ne pas se faire infiltrer par les Frères musulmans. Mais quelle que soit la teneur des relations entre l'armée et les Frères musulmans, ces derniers seront également le second acteur de poids de l'avenir politique du pays.

La Révolution égyptienne a montré que les Frères musulmans font désormais partie des forces politiques « classiques ». Le retour à la normale et le passage de la période révolutionnaire à la période de la vie politique institutionnelle et électorale montreront à nouveau l'importance des Frères musulmans dans le jeu politique du pays. Cette importance dépendra également de la teneur des réformes constitutionnelles et de l'équilibre des pouvoirs entre la présidence, le pouvoir exécutif et législatif. La reformulation générale de la carte politique et partisane résultera également de la capacité du nouveau système partisan à attirer des bases sociales nouvelles, jusque là écartées de la vie

politique. La confirmation ou non de la disparition d'un parti de l'État et de l'administration sera également un élément fondamental de cette reformulation. Le PND, à cause de sa position de médiateur entre l'État et la société et de « distributeur » des biens divisibles de l'État, était la source principale de la faiblesse des partis de l'opposition égyptienne. La seule force qui le concurrençait était celle des Frères musulmans. Leur score électoral de 2005 en est l'indicateur principal, 88 sièges à l'Assemblée du Peuple (Ben Néfissa, Arafat, 2005). Ces derniers « disputaient » au PND pratiquement les mêmes bases électorales, les couches défavorisées de la population à partir de leur propre capacité distributive privée, liée à leurs services sociaux et de bienfaisance. Le corps électoral effectif ne dépassait pas les 7 ou 8 millions de personnes, alors que le corps électoral légal approche les 40 millions d'électeurs. L'abstentionnisme électoral égyptien était principalement relié à l'absence d'enjeux politiques des consultations électorales, à savoir la rotation du personnel dirigeant<sup>12</sup>. Ce ne sera plus le cas si l'Égypte entame un véritable processus démocratique. Le déroulement du référendum controversé du 19 mars 2011 a montré une véritable aspiration des Égyptiens à la participation<sup>13</sup>. Près de 18 millions de personnes y ont participé.

Quels scores obtiendraient les Frères musulmans dans le cadre d'une participation électorale importante et d'élections véritablement concurrentielles ? Quels seront les choix électoraux de la jeunesse et de la « nouvelle classe moyenne » pour qui, manifestement, l'entrée en politique n'est pas liée à des questions de survie économique ? Quel est donc son poids sociologique en comparaison de l'immense majorité des électeurs appartenant aux couches sociales défavorisées ? De même, dans le cas de la remise en cause du parti de l'administration, qui a attiré vers lui la couche des « hommes d'affaires » en mal d'accès aux marchés de l'État, quel rôle jouera le secteur privé dans les différentes consultations électorales ? Est-ce

12. Le chiffre exact de la participation électorale effective durant le mandat de Moubarak est un sujet de controverse entre le ministère de l'Intérieur et l'opposition à cause du trucage des résultats.

13. La controverse a porté sur le fait que le référendum, en proposant des amendements à la constitution de 1971, a redonné vie à cette dernière. Les partisans du non au référendum souhaitaient la mise en place d'une assemblée constituante pour rédiger une nouvelle constitution.

que la démocratie remettra en cause le phénomène majeur du clientélisme politique et électoral ? C'est loin d'être évident (Briquet, Sawicki, 1998). Les questions sont plus nombreuses que les réponses et poser un scénario politique futur est d'un grand risque à l'heure actuelle. Mais ce qui est certain, c'est que le futur jeu politique, institutionnel et électoral devra compter non seulement avec le vote des électeurs égyptiens, mais également avec une opinion publique libérée des carcans de l'autoritarisme et reliée à ce qui a été dénommé dans l'introduction, une démocratie de la surveillance.

## Société civile et espace public libéré

Le politologue égyptien Mustapha Kamel El Sayyid<sup>14</sup> estime que l'importance de la révolution égyptienne est d'abord « culturelle ». Elle signifie la fin de la culture politique de la peur, de la soumission et de l'hypocrisie vis-à-vis des représentants du pouvoir.

Pour le psychiatre égyptien Chawki el Akaboui<sup>15</sup>, cette révolution exprime la révolte de la jeunesse contre la soumission à l'ordre patriarcal qui prône la soumission des enfants aux pères et aux leaders politiques. Cette analyse rejoint notamment celles de démographes, comme Philippe Fargues et Emanuel Todd, qui mettent l'accent sur les impacts sociaux et politiques des mutations démographiques de ces pays (Fargues, 2000 ; Courbage, Todd, 2007). Cette révolution a par ailleurs mis en exergue les dissensions entre les jeunes Frères musulmans et leur direction, ainsi qu'entre les jeunes coptes et l'Église (Tammam, Haenni, 2011). L'ordre patriarcal dont parle le psychiatre égyptien est également conforté par la « culture de la peur ». Sans le respect et la soumission au Père de la nation, pas de nation ni de société. La disparition des forces de police le 28 janvier au soir et la libération des prisonniers de droit commun a mis en exergue ce chantage politique. Mais pour le psychiatre égyptien Chawki el Akaboui, les termes de l'échange ou du chantage sont autrement plus profonds. Quand le ministère de l'Intérieur a disparu, il s'agissait de rappeler aux Égyptiens que le *prix*

de leur sécurité, c'est leur indignité et leur soumission. Soumettez-vous si vous voulez vivre dans la sécurité !

Mais ce chantage n'a pas marché. Il a même été contre-productif avec l'apparition quasi simultanée des comités populaires de défense des quartiers et ce, sans planification, sans injonctions et sans « structures » de préparation d'aucune sorte. Il s'agit là d'une expérience sociale et politique de la plus haute importance. Si la révolution égyptienne a été une expérience *pratique* de la souveraineté populaire qui a démis la tête d'un régime, les comités de défense des quartiers expriment une expérience *pratique* de la possibilité de vivre, de se protéger, de « faire société » en l'absence d'État. Il s'agit là d'une expérience-limite et limitée dans le temps, mais dont les significations politiques sont fondamentales. Elle exprime peut-être un moment extraordinaire de refondation de l'unité nationale et de remise en cause de l'atomisation et de la ségrégation sociale, politique et religieuse construites par l'autoritarisme entre les riches et les pauvres, les jeunes et les vieux, les hommes et les femmes, les coptes et les musulmans, les laïcs » et les religieux etc.

À partir de ce raisonnement, ne peut-on pas avancer l'idée que cette révolution est d'abord une révolution sociale qui a des liens avec le politique mais qui n'est pas *que* politique au sens étroit du terme. Les processus électoraux sont faits pour étouffer les révolutions, les « routiniser », les contrôler et diminuer leurs charges subversives. Leurs résultats sont encore plus incertains comme il a été dit plus haut. Et puis, que signifie aujourd'hui « la transition à la démocratie », à l'heure des « autoritarismes démocratiques et des démocraties autoritaires » et de l'hybridation du politique dont il est question dans l'introduction du numéro (Dabène, Geisser, Massardier, 2008 ; Camau, Massardier, 2009) ?

Si cette révolution n'est pas que politique, serait-elle une révolution *civile* ? Une des particularités de « ces 18 jours » est leur étrange ressemblance avec les révolutions des pays de l'Est à la fin de la décennie des années 1980, malgré évidemment leurs particularités. Il s'agit

14. *Al Chourouk* du 7 février 2011.

15. *Al Chourouk* du 7 février 2011.



d'une révolution pacifique mais menée dans un cadre international clairement opposé à la démocratisation des pays de la région. Ce n'était pas le cas pour les pays de l'Est.

Les expériences des pays de l'Est ont constitué l'une des bases « empiriques » à partir desquelles deux auteurs anglo-saxons, J. Cohen et A. Arato, ont proposé une refondation du concept de société civile (Cohen, 2001 ; Cohen, Arato, 1993).

La refondation qu'ils proposent du concept de société civile s'appuie, d'une part, sur les « révolutions douces » qui ont précipité la chute des pays de l'Est et, d'autre part, sur l'apparition des nouvelles modalités des mobilisations sociales dans les pays occidentaux, qualifiées de « nouveaux mouvements sociaux ». Par-delà la différence des contextes, ces deux auteurs notent qu'il existe plusieurs points communs entre ces phénomènes : ils ne sont pas analysables en termes de classes sociales ; ils ne visent pas la prise de pouvoir révolutionnaire ; ils ont intégré les valeurs du libéralisme politique et, enfin, il s'agit de mouvements qui se positionnent à la lisière des institutions et des organisations de la société politique que sont les partis politiques, les organisations de masses comme les grands syndicats et, enfin, les parlements et les administrations publiques. Ces mouvements ne cherchent ni la prise du pouvoir ni son exercice. Ils visent à *influencer* les politiques et les décisions publiques.

C'est à partir de là que nous posons l'hypothèse que cette révolution égyptienne est d'abord et avant tout une révolution civile, une révolution de la société civile de ce pays. L'existence de cette dernière a été pendant longtemps contestée par la recherche scientifique, à cause de la faiblesse de son autonomisation par rapport aux pouvoirs publics (Sayyed, 1995). Toutefois en Égypte, les signaux de son activation existent depuis l'année 2005 (Ben Néfissa, 2007). Cette révolution l'a révélée au grand jour.

La société civile est aujourd'hui une tentative pour trouver des solutions aux difficultés de *représenter* ce que Pierre Rosanvallon dénomme le « peuple introuvable » (1998).

Jacques Rancière rappelle qu'il n'y a pas, à proprement parler, de « gouvernement démocratique ». Les gouvernements s'exercent toujours de la minorité sur la majorité et la représentation est de plein droit une forme oligarchique (Rancière, 2005). Les travaux de Pierre Rosanvallon ont analysé les mutations politiques consécutives aux difficultés, impasses, insuffisances de la démocratie représentative. Il parle de la démocratie de la défiance et de la surveillance avec l'émergence des figures du peuple-surveillant, du peuple-veto et du peuple-juge comme compléments ou correctifs du peuple électeur (Rosanvallon, 2006).

L'Égypte est un pays qui, malgré l'autoritarisme politique, connaissait un espace public et un débat public animés par les journalistes, les intellectuels et les activistes politiques. Pendant longtemps, cet espace public a fonctionné comme une opération de neutralisation de l'espace social et comme une « condition de praticabilité de l'autorité » (Réynié, 1998, 2003). Ces dernières années, il s'est transformé et autonomisé à cause notamment du processus de démonopolisation du champ médiatique. Yves Gonzalez Quijano<sup>16</sup> note ainsi qu'il n'y a jamais eu dans la région (arabe) d'interaction entre le champ politique, la population et le champ intellectuel. Au contraire, l'enfermement du culturel et sa soumission au politique ont été la norme. C'est cela, dit-il, qui est en train de changer, du fait notamment des médias. Un nouveau « marché » émerge, marginalise les élites mais crée d'autres formes de dialogue : les « producteurs de culture » vont pouvoir s'appuyer sur une opinion qui les relaie et avec laquelle ils échangent.

Un des résultats, peut-être le plus important, de la révolution égyptienne sera le déverrouillage du débat public autour des questions de base de la société égyptienne et de son avenir. Ces questions sont multiples : caractéristiques du régime politique et de l'équilibre des pouvoirs, rôle social de l'État, statut de l'armée, nature confessionnelle ou laïque de l'État, statut de la femme, des coptes etc.

Le débat public était auparavant biaisé par l'autoritarisme politique et la liberté de la parole était circonscrite aux élites cultivées

16. Entretien d'Yves Gonzales Quijano avec Gilles Paris in *Le Monde Hors Série*, « État du Golfe, La renaissance arabe », février-mars, 2009, pp. 68-70.

de la capitale proches des pouvoirs publics. Il semble que la révolution égyptienne aura pour impact principal la participation du plus grand nombre au débat et à l'espace public par la parole, la manifestation dans la rue et le mouvement social. Si ce pronostic se confirme, la révolution égyptienne aurait eu un double impact : faire émerger l'élément fondamental de la démocratie représentative, à savoir un

véritable corps électoral et, en même temps, un espace public libéré, comme correctif aux limites de la démocratie électorale. Il s'agit là d'un bien curieux phénomène, typique peut-être du temps accéléré de la mondialisation. Alors que l'Égypte n'a jamais véritablement expérimenté la démocratie représentative, la révolution égyptienne lui permettra peut-être de connaître la démocratie et son correctif.

## BIBLIOGRAPHIE

- Abdelrahman A., 2007, « Regard sur la lutte démocratique dans l'année » [en arabe], *La Boussole*, Le Caire, n° 4, pp. 4-11.
- Acimandos T., 2011, « L'armée égyptienne », à paraître dans la revue *Défense et sécurité internationale*, avril.
- Ben Néfissa S., 2005, « Le déblocage du débat démocratique en Égypte, legs nassérien et poids du secteur privé », *Maghreb-Machrek*, n° 181, pp. 59-78.
- Ben Néfissa S., 2007, « The Reactivation of Arab Civil Societies and the Demand for Democracy » in F. Polet (dir.), *The State of Resistance, Popular Struggles in the Global South*, Londres, Zed Books.
- Ben Néfissa S., 2008, « Introduction au thème « Ça suffit ? », Le « haut » et le « bas » du politique en Égypte », *Politique africaine*, n° 108, pp. 5-24.
- Ben Néfissa S., 2010, « Verrouillage autoritaire et mutation générale des rapports entre l'État et la société en Égypte », *Confluence Méditerranée*, n° 75, pp. 137-150.
- Ben Néfissa S., Arafat A. A., 2005, *Vote et démocratie dans l'Égypte contemporaine*, Paris, Khar-tala/IRD, 279 p.
- Briquet J.-L., Sawicki F. (dir.), 1998, *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF.
- Camau M., 2006, « L'exception autoritaire et l'improbable point d'Archimède de la politique dans le monde arabe » in Picard É. (dir.), *La politique dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin, pp. 29-54.
- Camau M., Massardier G. (dir.), 2009, *Démocraties et autoritarismes. Fragmentation et hybridation des régimes*, Paris, Karthala, 372 p.
- Cohen J. (entretien), 2001, « Pour une démocratie en mouvement. Lectures critiques de la société civile », *Raisons politiques*, n° 3, août, pp. 139-160.
- Cohen J., Arato A., 1993, « Un nouveau modèle de société civile », *Les temps modernes*, n° 564.
- Courbage Y., Todd E., 2007, *Le rendez-vous des civilisations*, Paris, Le Seuil.
- Dabène O., Geisser V., Massardier G. (dir.), 2008, *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires*, Paris, La Découverte.
- Fargues P., 2000, *Génération arabes, L'alchimie du nombre*, Paris, Fayard.
- Réynié D., 1998, *Le triomphe de l'opinion publique. L'espace public français du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Odile Jacob, 358 p.
- Réynié D., 2003, « L'opinion publique comme ordre public démocratique » in Bréchon P. (dir.), *La gouvernance de l'opinion publique*, Paris, L'Harmattan, pp. 35-48.
- Rancière J., 2005, *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique éditions, pp. 58-78.
- Rosanvallon P., 1998, *Le peuple introuvable*, Paris, Gallimard.
- Rosanvallon P., 2006, *La contre-démocratie, La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Le Seuil.
- Sayyed M. K. A., 1995, « A Civil Society in Egypt? » in Norton (dir.), *Civil Society in the Middle East*, Leiden Brill.
- Tammam H., Haenni P., 2009, « Les Frères musulmans égyptiens face à la question sociale : autopsie d'un malaise socio-théologique », *Ins-titut Religioscope*, Études et analyses n° 20.
- Tammam H., Haenni P., 2011, « Les religieux face à l'insurrection », *Religioscope*, 10 février.